

## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Procédure adaptée en application des articles R.2123-1 et R.2123-4 du code de la commande publique

**FOURNITURE ET INSTALLATION DE QUATRE MOTEURS HORS-BORDS AVEC  
REPRISE DES ANCIENNES MOTORISATIONS ET ACCESSOIRES**

Référence : PNG\_M2025\_0008

### **Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)**

**POUVOIR ADJUDICATEUR** : Parc  
national de la Guadeloupe Monté-  
ran

97120 Saint-Claude Tél-  
phone : 0590 41 55 55 Tél-  
copie : 0590 41 55 56

**Date limite de réception des plis :**

**Lundi 11 août à 12h00 (heure de Guadeloupe)**

## SOMMAIRE

1	OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
2	PROCÉDURE, FORME ET DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ .....	3
3	PRIX ET RÉVISION DU MARCHÉ.....	3
4	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	3
5	CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	4
6	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ .....	4
7	DISPOSITIONS FINANCIÈRES .....	4
8	OBLIGATION DE RÉSULTAT .....	5
9	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ.....	5
10	ASSURANCES .....	6
11	DROIT ET LANGUE .....	6
12	OBLIGATION DE TITULAIRE .....	6
13	PÉNALITÉS .....	9
14	RÉSILIATION.....	10
15	DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	10
16	DÉROGATIONS AU CCAG - FCS.....	11

## 1 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fourniture et l'installation de quatre moteurs hors-bords avec les commandes, ainsi que la dépose et la reprise des anciennes motorisations et accessoires.

### 1.1 *Lieu d'exécution et de livraison :*

Le lieu d'exécution du marché est sur le département de la Guadeloupe (971).

L'adresse de livraison est située au port de Baie MAHAULT - 97122

### Code CPV Principal :

Classification principale : **42111100**

## 2 PROCÉDURE, FORME ET DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ

### 2.1 *Procédure*

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles R.2123-1 et R.2123-4 du code de la commande publique (CCP).

### 2.2 *Allotissement*

Le marché n'est pas alloti, il s'agit d'un marché global. Le remplacement des moteurs, leur montage et les accessoires associés ne peuvent-être dissociés.

### 2.3 *OPTIONS*

Aucune option.

### 2.4 *VARIANTES*

Les variantes ne sont pas autorisées.

### 2.5 *Durée du marché*

Le marché est conclu pour une durée de (6) six mois à compter de sa notification au titulaire.

## 3 PRIX ET RÉVISION DU MARCHÉ

### 3.1 *Contenu des prix*

Les prix du marché, établis en euro, sont fermes.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant la prestation.

### 3.2 *Variations des prix*

Le prix du présent marché est réputé établi sur les conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; soit le mois de mai 2025, ce mois est appelé « mois zéro, Mo ».

## 4 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché, dont l'original conservé dans les archives du Parc national de la Guadeloupe, fait seul foi, est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

### 4.1 *A) Pièces particulières :*

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- Le dossier technique du titulaire détaillant le cadre technique de réponse, la méthodologie d'intervention et les moyens humains et matériels affectés à l'exécution de la prestation.

#### **4.2 B) Pièces générales :**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de remise des offres :

- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Le CCAG, bien que non joint, est réputé connu du titulaire.

### **5 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques étant celles en vigueur à la date du marché).

Toutes dispositions non prévues par le présent CCAP, sont réglementées par les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures et de services.

Lorsqu'il signe le marché, le titulaire renonce à l'application de ses conditions de vente, quel que soit le support sur lesquels elles figurent pour se soumettre pleinement, uniquement et sans amendement, ni réserve aux conditions d'achat de l'établissement public, Parc National de Guadeloupe (PNG).

#### **5.1 Conditions d'exécution du marché**

Les prestations seront exécutées conformément au cahier des clauses techniques particulières.

### **6 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

#### **6.1 Retenue de garantie**

Sans objet

#### **6.2 Avance**

Une avance peut être accordée au titulaire d'un marché public lorsque le montant initial du marché public ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le prestataire atteindra ou dépassera 65% du montant initial (hors TVA) du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80% du montant initial (hors TVA) du marché.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

### **7 DISPOSITIONS FINANCIÈRES**



#### **7.1 Demandes de paiement**

Seules les prestations effectivement exécutées donneront droit à paiement au titulaire.

#### **7.2 Présentation des factures**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11.4 et suivants du C.C.A.G.-F.C.S.

La facture afférente au paiement devra mentionner, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du créancier ;
- Le numéro d'inscription au SIRET et RCS ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement (un relevé d'identité bancaire ou postal sera joint à la première facture);
- la date et le numéro de la facture ;  le numéro du marché;
- la fourniture livrée ;
- le montant hors taxe de la fourniture en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le prix des prestations accessoires ;  le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations admises.

Les factures devront être signées électroniquement et seront déposées via la plateforme CHORUS-PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il conviendra de vous rapprocher du service comptabilité ou du service en charge de ce marché du Parc national de la Guadeloupe pour la communication d'éléments nécessaires au dépôt sur la plate-forme.

### **7.3 Délai de paiement**

Le délai dont dispose le Parc national de la Guadeloupe pour procéder au paiement des factures régulièrement établies, est fixé à 30 jours à compter de la réception de celle-ci.

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points

## **8 OBLIGATION DE RÉSULTAT**

Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à une parfaite exécution de son obligation de résultat, décrites dans les pièces contractuelles du présent marché.

## **9 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

### **9.1 Protection des données à caractère personnel :**

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

## 10 ASSURANCES

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile en cours de validité. Ce contrat doit le garantir contre les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par des tiers ou le PNG à l'occasion de l'exécution de la prestation objet du présent marché.

Le titulaire doit également avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité. Celui-ci doit le garantir contre tout type de dommage matériel ou immatériel qu'il causerait au PNG, à l'occasion de l'exécution de la prestation objet du présent contrat, que ce soit de son propre fait ou de celui de ses employés.

## 11 DROIT ET LANGUE

La langue utilisée est le Français.

Les opérateurs économiques qui remettraient une offre qui n'est pas rédigée en langue française devront obligatoirement faire accompagner les documents de consultation remis d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° ..... du ..... ayant pour objet ..... Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal ; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français."

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

## 12 OBLIGATION DE TITULAIRE

### 12.1 Dispositions relatives au code du travail

#### 12.1.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire

Conformément aux dispositions des articles R.2143-6 à R.2143-10 et R.2143-16 du code de la commande publique (CCP) et de l'article D 8222-5 du Code du travail, le titulaire s'engage à remettre à l'établissement, tous les six (6) mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (*article D 8222-5-1°-a du code du travail*).

- Une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (*article D 8222-5-1°-b du code du travail*).

Dans le cas où l'immatriculation du titulaire au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (*article D 8222-5-2° du code du travail*) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.

- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.

- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.

- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Dans le cas où le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le titulaire doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (*article D 8222 -5-1°-b du code du travail*).

Lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par le titulaire de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2, R. 3243-1 du code du travail.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le titulaire devra adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, au service marchés de l'établissement, en recommandé avec avis de réception

### **12.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées**

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code, le pouvoir adjudicateur peut :

- Soit appliquer les pénalités prévues à l'article L.8222-6 du Code du travail, dont le montant est fixé à 10% du montant du marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues par le titulaire en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.
- Soit résilier par courrier recommandé avec avis de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

### **12.3 PROTECTIONS DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

### **12.4 Obligation d'informer**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au

cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, - à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- à ses coordonnées bancaires ou postales
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et, de façon générale, à toutes modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Cette notification doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique (CCP). La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du CCP est le Directeur du PNG ou son représentant habilité.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du titulaire à cette autre société serait possible dans les mêmes conditions d'exécution. A ce titre, l'ensemble des dispositions du présent marché s'appliquera au bénéficiaire de la cession.

La passation d'un avenant de transfert concrétiserait l'accord du PNG sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du Titulaire et du bénéficiaire de la cession.

Le PNG se réserve le droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article R.2143-6 du CCP.

#### **12.5 Dispositions relatives à la sous-traitance (marché des services)**

Le titulaire peut sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché autres que les prestations de fourniture dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et les articles R.2193-1 à R.2193-8 du CCP. Lorsque le marché est mixte (fournitures et services), la sous-traitance n'est possible que pour la partie relative aux services.

La présentation de sous-traitants peut être effectuée lors de la remise ou en cours d'exécution du présent marché.

#### **12.6 Désignations de sous-traitants en cours d'exécution du marché**

Le titulaire peut sous-traiter une partie de l'exécution des prestations, à conditions d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation et l'agrément. Il remet au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé (ou lui adresse par lettre recommandée avec A.R.) la déclaration de sous-traitance (modèle DC4) contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du CCP. Ce document est téléchargeable sur le site du ministère des finances disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de la déclaration qui leur revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.



En l'absence de réponse du pouvoir adjudicateur pendant vingt-et-un jours à compter de la réception de la déclaration de sous-traitance, celle-ci est considérée acceptée.

Lorsque l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou

le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

### **12.7 Règlement des comptes en paiement direct**

Conformément aux articles R.2193-10 à R.2193-15 du code de la commande publique (CCP), le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au représentant du pouvoir adjudicateur.

Passé le délai, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant et l'informe qu'il effectue des paiements au sous-traitant.

## **13 PÉNALITÉS**

### **13.1 Pénalités de retard**

En cas de défaillance du titulaire ou de ces sous-traitants pour des prestations non conformes au présent marché et ne pouvant être assimilés aux cas de forces majeures, les manquements constatés donnent lieu à l'application des pénalités suivantes cumulables entre elles.

Tout manquement fera l'objet d'un constat du pouvoir adjudicateur et sera notifié au titulaire par mail ou par LR avec AR en cas de manquement grave.

Conformément à l'article 14 du CCAG-FCS, des pénalités pourront être appliquées sans mise en demeure préalable :

Observations	Montant des pénalités
Retard dans l'exécution du marché	Application de la formule $P = V \times R / 1\,000$ P = le montant de la pénalité V = valeur de la prestation R = nombre de jours de retard

### **13.2 Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant cumulé de la rémunération des prestations exécutées depuis la dernière transmission des attestations par le titulaire.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 14 RÉSILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières, et ceci conformément au chapitre 40 et suivants du CCAG FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées au chapitre 7 du CCAG- FCS, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans le présent CCAP, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

En complément des cas de résiliation visés au chapitre 7 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié sans mise en demeure préalable aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et le cas échéant avec exécution des prestations à ses frais et risques :

- s'il ne fournit pas les pièces qu'il s'engage à produire tous les six (6) mois à compter de la notification du présent marché, conformément aux dispositions de l'article 11 du présent CCAP ;
- s'il ne fournit pas les attestations d'assurance, conformément aux dispositions de l'article 9 du présent CCAP ;
- en cas d'inexécution répétée des prestations.

## 15 DIFFÉRENDS ET LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

### 15.1 Règlement amiable

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à l'égard de laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

### **15.2 Procédure contentieuse**

A défaut de parvenir à un accord à l'amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable.

En cas de contentieux, les parties conviennent de saisir le Tribunal Administratif dans le ressort duquel se situe le Parc National de la Guadeloupe :

Tribunal Administratif de Basse-Terre  
6, rue Victor Hugues – 97100 Basse-Terre  
Tel : 0590 81 45 38 - Télécopie : 0590 8196 70  
Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradm.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradm.fr)

## **16 DÉROGATIONS AU CCAG - FCS**

Les dérogations au CCAG-FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS